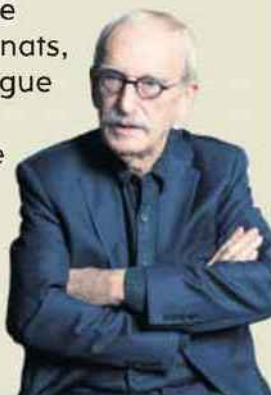




L'ENTRETIEN

MICHEL OFFERLÉ

Spécialiste
des patronats,
le sociologue
poursuit
son étude
de ce
corps
social
influent.



Mantovani/Gallimard via Opale

MICHEL OFFERLÉ

« *Les grands patrons font
de la politique sans
s'engager électoralement* »

Spécialiste des patronats, le sociologue poursuit son étude de ce corps social léger en nombre mais lourd en influence. Leur lien avec la politique et les politiques, c'est justement ce que le chercheur souligne dans son dernier livre, *Ce qu'un patron peut faire*. Où il est question d'attraction et de répulsion.



Le patronat pèse fortement dans la conduite de notre pays. Pourtant, la sociologie française a du mal à en faire un sujet d'étude, à part vous... Est-il si difficile d'être sociologue du patronat ?

MICHEL OFFERLÉ Ce n'est pas chose aisée. L'objet est considéré comme un peu sulfureux côté universitaire, car on pense tout savoir sur les patrons. Travailler sur le monde patronal implique de remettre en question les formes d'évidence qui circulent, de complexifier le sujet, en ne parlant pas du patronat en général, mais des patrons et des patronats. Ce sont surtout les historiens qui se sont attaqués à ce sujet. Parmi les sociologues, il y a de bons travaux mais qui restent rares. Les Pinçon-Charlot, eux, ont travaillé sur la bourgeoisie. Sur la question des patrons et de la politique, qui est le centre de mon livre, il y a peu de choses. Côté patronal, les sociologues sont globalement vus comme opposés aux patrons. Prendre une heure de son temps à un dirigeant du CAC 40, sans téléphone ni collaborateur, n'est donc pas simple. Ce n'est pas non plus facile avec les petits et moyens patrons, dont le cursus scolaire s'est arrêté parfois avant le bac ou avec un diplôme technique et qui n'ont donc pas d'appétence pour nos recherches. À force de temps, on parvient à acquérir une forme de carapace, en considérant ce monde comme n'importe quel autre milieu social.

Quels sont les dénominateurs communs de tous ces patrons ?

MICHEL OFFERLÉ L'Insee regroupe tous les indépendants et patrons dans sa catégorie socioprofessionnelle numéro 2. Les plus petits patrons (moins de 10 salariés) y sont de très loin les plus nombreux (près de 95 %), à côté des grands patrons, que l'on retrouve aussi dans une partie de la catégorie 3 (cadres managers non propriétaires des moyens de production), mais qui sont des patrons au sens économique et social. L'ensemble représente 6 % de la population active, en excluant les autoentrepreneurs. Par-delà les statistiques, ce monde est à la fois uni autour

de principes communs, mais aussi extrêmement divisé. Des haines le parcourent entre le haut et le bas patronat. Certaines, entre grands patrons, expliquent en partie la lutte acharnée autour de l'OPA de Veolia sur Suez. Mais des points communs cimentent ce monde. Mon prochain livre est consacré aux courriers adressés par des chefs d'entreprise à la présidence de la République. Leur lecture désigne des ennemis communs : le banquier, l'assureur, le donneur d'ordres qui impose des réductions d'activité ou de coûts aux sous-traitants. Il existe par ailleurs une idéologie patronale, fondée sur l'idée de « s'être fait soi-même », de ne pas avoir compté ses heures, d'avoir le goût du risque. Tout ceci crée une fierté, une volonté de se distinguer des autres. Mais ces personnes se définissent d'abord par ce qu'elles ne sont pas : des salariés. Elles les respectent plus ou moins, mais elles partagent une sorte de suspicion à leur égard. C'est plutôt le cas des patrons moyens, pour qui les employés sont des gens qui attendent que ça tombe à la fin du mois, qui ne sont pas forcément motivés. Eux ont en revanche la fierté de s'être dégagés du salariat. Nombreux ont été salariés avant de créer leur entreprise. Devenir patron, c'est une sorte d'ascenseur social. Les patrons sont plutôt moins diplômés que la moyenne de la population et se sont souvent formés seuls.

« Les patrons sont plutôt moins diplômés que la moyenne de la population. »

Le sentiment de réussite les définit-il donc ?

MICHEL OFFERLÉ N'oublions pas qu'il existe un petit patronat précaire, dont on a commencé à entendre parler avec la crise du Covid-19 puisqu'ils subissent de plein fouet. Ces petits commerçants, restaurateurs, hôteliers

ou cafetiers de village sont sur le fil du rasoir. Il y a aussi les « entrepreneurs malgré eux », par nécessité, qui ont été amenés à créer leur entreprise pour échapper au chômage ou car ça se passait mal avec leur patron. Ils gagnent en dessous du Smic. En revanche, leur adjoindre les autoentrepreneurs est une erreur. L'autoentrepreneuriat relève d'autres réalités que celles du patronat.



Existe-t-il un ciment politique?

MICHEL OFFERLÉ La majorité des patrons vote à droite. De l'ordre de 50 % en 2012 en faveur de Nicolas Sarkozy. En 2017, les grands patrons soutenaient majoritairement la candidature Fillon.

Les patrons de gauche existent-ils?

MICHEL OFFERLÉ Une fraction vote pour une gauche modérée. Quelques patrons m'ont confié voter communiste ou pour le NPA. Le problème est de savoir si les patrons « à gauche » sont des patrons « de gauche ». J'ai rencontré des grands dirigeants qui votaient socialiste, plutôt des rocardiens et strauss-khaniens se revendiquant sociaux-démocrates. Être patron de gauche, c'est revendiquer une orientation sociale : de meilleurs salaires, la mise en place de l'intéressement, de la participation, de l'actionnariat salarié, voire l'entrée de représentants des salariés au conseil d'administration. Certains petits ou moyens patrons vont un peu au-delà de l'entrepreneuriat

classique en inventant d'autres formes de gestion du personnel. L'un m'a confié qu'il était là pour préserver les salariés de la « violence économique » du monde. Mais le patronat à gauche a toutes les peines à faire différemment. D'autant que les indicateurs de performance sont surtout fondés sur des critères économiques.

Qu'en est-il de l'adhésion à l'extrême droite?

MICHEL OFFERLÉ Il existe un patronat d'extrême droite ou, en tout cas, qui se retrouve dans les idées du Rassemblement national (RN). Mais les statistiques sont difficiles à manier car les patrons ne représentent que 6 % de l'échantillon des sondages. En 2017, de 20 à 25 % des patrons ont voté pour Marine Le Pen. Les grands patrons sont majoritairement anti-RN – certains d'entre eux ayant même appelé à voter contre la candidate RN. L'extrême droite trouve sans surprise ses sympathisants dans un noyau de petit patronat – pas forcément celui du bâtiment mais plus de la restauration – qui se retrouve dans le



LE « PATRON » DE LA SOCIOLOGIE DU PATRONAT

Quiconque à la rédaction de *l'Humanité* a traité ces quinze dernières années du patronat a vu en Michel Offerlé un référent. Actuel professeur émérite à l'ENS, le sociologue s'est aventuré sur les chemins escarpés de l'étude des organisations patronales puis des patrons eux-mêmes, œuvrant à la mise en lumière d'un corps social qui cultive ses parts d'ombre. Avec *Ce qu'un patron peut faire* (Gallimard), l'auteur examine cette fois les rapports d'attraction et de répulsion entre les chefs d'entreprise et la ou les politiques. Passionnant.

discours antiétatique, antifiscal et anti-immigrés. Mais afficher une opinion est à double tranchant pour les affaires : elle peut attirer ou repousser la clientèle. Et si dans la presse reviennent régulièrement des articles consacrés à l'implantation du RN dans le patronat, les associations comme Audace demeurent des coquilles vides, comme le RN, qui existe lors des élections.

Le poujadisme ne fait-il plus recette ?

MICHEL OFFERLÉ L'interrogation centrale de mon ouvrage est « Comment s'en sortent-ils ? ». Les petits patrons utilisent peu l'action collective de rue. Leurs organisations y sont peu favorables. Leurs recours sont individuels : lettres au président, petits arrangements avec la légalité, et pour les grands la panoplie de l'exil fiscal. Dernièrement, nous avons vu des restaurateurs manifester, voire refuser la fermeture de leurs établissements. Ces manifestations ont été extrêmement minoritaires et dénoncées comme poujadistes. Des petits patrons ont bien participé aux gilets jaunes. C'est sans doute pour cela que ce mouvement s'en prenait aux symboles du pouvoir politique, mais très peu au patronat.

Les enjeux écologiques changent-ils la donne ?

MICHEL OFFERLÉ Des grands patrons commencent à intervenir sur l'écologie et la lutte contre le réchauffement climatique par des tribunes et des appels. Un rapprochement s'effectue aussi entre certains syndicats et dirigeants de l'économie sociale et solidaire au sein d'appels communs. Une bataille s'est engagée entre durabilité et rentabilité. Mais sauf dans l'énergie ou le bio, peu de patrons se déclarent écolos. Car dans le patronat, il y a une évidence, une sorte de loi naturelle souvent exprimée par Pierre Gattaz, l'ancien leader du Medef, qui veut que l'on ne peut s'ériger contre le monde tel qu'il est et que les réalités économiques s'imposent sur toutes les autres, écologie comprise.

Voilà pourquoi les patrons sont de moins en moins attirés par une carrière politique...

MICHEL OFFERLÉ Du côté du petit et moyen patronat, il y a un rejet du personnel politique, une sorte de défiance à son égard vis-à-vis des salaires jugés trop importants, de l'entre-soi des élus. En revanche, des grands patrons ont été tentés autrefois par des mandats électifs. On pense aux Dassault. Mais il n'y en a presque plus. Nous ne sommes ni au Brésil, ni aux États-Unis,

où des personnes provenant des milieux économiques s'engagent en politique grâce à leur fortune personnelle.

Les élections présidentielle et législatives de 2017 n'ont-elles pas changé la donne ?

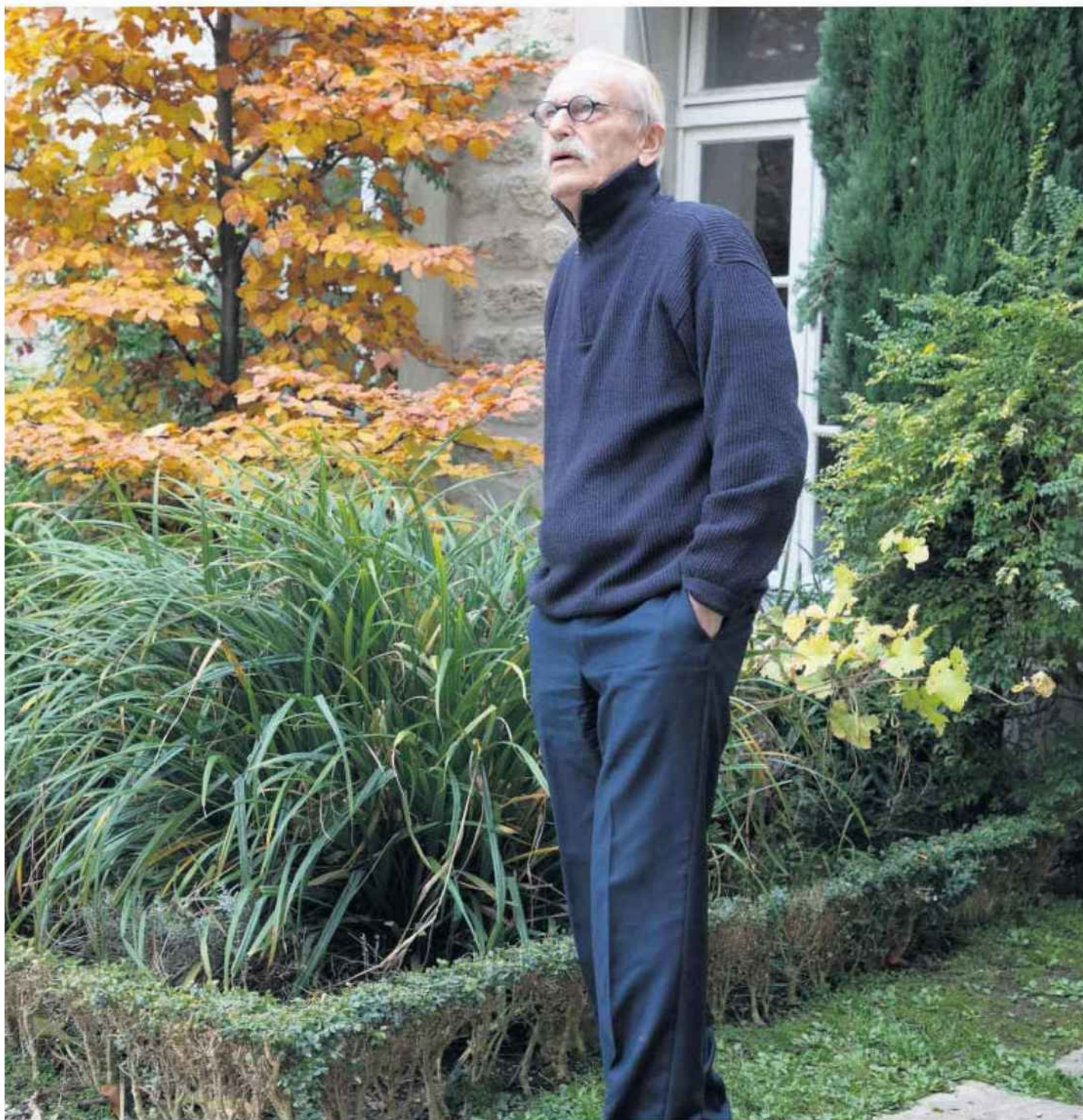
MICHEL OFFERLÉ Certains cadres supérieurs et chefs d'entreprise se sont mobilisés pour dire qu'ils n'étaient pas assez représentés à l'Assemblée nationale. Mais les grands patrons ne se sont pas portés candidat. Leur travail est à temps plein, les règles du jeu politique sont autres. Et les grands chefs d'entreprise n'ont pas envie de se retrouver un parmi 577 députés... et de changer de niveau de vie. Certains, rares, ont eu l'ambition de devenir ministre. Jean-Dominique Senard, ancien patron de Michelin, actuel président de Renault, a été approché par Emmanuel Macron. Henri de Castries, l'ex-PDG d'AXA, aurait été ministre de François Fillon. Mais ce noyau de chefs de grandes entreprises intéressés par la politique a d'autres moyens d'influer. Ils sont à la tête de grands think tanks comme l'Institut Montaigne, l'Institut de l'entreprise... Ils se retrouvent dans des clubs, des lieux d'influence. Ou rédigent des rapports, comme celui de Notat et Senard sur la réforme des entreprises préfigurant la loi Pacte. Il s'agit de faire de la politique sans s'engager électoralement, hormis lors des élections locales pour quelques patrons de PME. Avant l'échec de Fillon, Macron avait regroupé une palette de patrons financeurs et soutiens alliant certains milieux bancaires, startupeurs et dirigeants de l'économie sociale comme Jean-Marc Borello (groupe SOS). Les législatives ont donné une coloration patronale à l'Assemblée mais, finalement, avec peu de patrons significatifs députés. Mais il y a eu une percée du privé (cadres, consultants...).

« Du côté du petit et moyen patronat, il y a un rejet du personnel politique. »

L'influence du patronat ne se développe-t-elle pas actuellement grâce à la porosité entre haute fonction publique et grandes entreprises ?

MICHEL OFFERLÉ Les pantouffles et rétropantouffles, ces allers et retours de hauts fonctionnaires ou de personnalités politiques entre les ministères et les directions des grandes entreprises ou les cabinets d'avocats d'affaires, prennent effectivement de l'ampleur. C'est particulièrement le cas pour les cabinets d'affaires, qui ont désormais le droit de recruter d'anciens élus ou ministres puisque leurs anciennes fonctions les exonèrent de passer le concours du barreau. Cazeneuve, Copé, Baroin ont emprunté ce que les Anglo-Saxons appellent la revolving door (porte tournante). Mais nous n'en sommes pas au niveau des États-Unis. Il existe des cliquets légaux - limitation des dépenses électorales, du financement privé d'une campagne - qui empêchent que de très riches patrons se présentent aux élections. Les think tanks français n'ont rien à voir en taille ni en capacité de lobbying avec leurs homologues américains. Et les chefs d'entreprise français prennent rarement position publiquement pour afficher leurs opinions politiques. Michel-Édouard Leclerc fait office d'exception. Mais ses prises de parole se font sous la bannière de la défense des consommateurs. Quant aux entreprises, elles s'adressent de plus en plus souvent au grand public par voie de presse et de publicité, mais pour vanter leurs actions environnementales ou éthiques. La politique divise, alors que l'économie telle qu'elle est se veut neutre : « C'est ainsi. »

ENTRETIEN RÉALISÉ PAR
STÉPHANE GUÉRARD



Francesco Montovani/Éditions Gallimard